

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LA FAMILLE ET LE MARIAGE	1
1.0 LA FAMILLE	2
1.1 Notions historiques sur la famille, la religion et l'évolution de la législation	2
1.2 Un portrait statistique de la famille canadienne et québécoise	6
1.3 Le mariage : le pourquoi	12
1.4 L'évolution contemporaine de la famille et la législation ..	15
1.5 L'évolution contemporaine de la famille : encore un peu de sociologie	20
1.6 Les fonctions qui définissent la famille	25
1.6.1 La fonction de reproduction	25
1.6.2 La fonction d'éducation	27
1.6.3 La fonction économique	27
1.6.4 Les lois à caractère familial	28
1.7 L'effet de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> sur le droit de la famille	28
2.0 LA FAMILLE ISSUE DU MARIAGE	32
2.1 L'aspect contractuel, institutionnel ou les deux ?	32
2.2 L'acte civil et le célébrant	34
2.3 Le mariage et la législation	34

3.0	LES CONDITIONS DE FOND ET DE FORME DU MARIAGE	38
3.1	Les conditions de fond du mariage	38
3.2	Les conditions d'ordre physiologique.	39
3.2.1	L'âge	39
3.2.2	La différence de sexe et le transsexualisme	40
3.2.3	Les relations sexuelles, l'impuissance et la consommation du mariage	41
3.2.4	La maladie comme empêchement au mariage.	42
3.3	Les conditions d'ordre psychologique	42
3.3.1	Le consentement libre et éclairé, l'inaptitude et les régimes de protection	43
3.3.2	Le consentement et le régime de protection	44
3.3.3	Le consentement fictif ou le mariage simulé : l'absence d'intention d'assumer les obligations conjugales.	47
3.3.4	L'erreur sur la personne et la qualité sociologiquement importante	72
3.3.4.1	La qualité sociologiquement importante	79
3.3.5	La crainte et la violence	81
3.3.6	Le dol	82
3.3.7	Le consentement du titulaire de l'autorité parentale ou du tuteur au mariage d'un mineur.	84
3.4	Les conditions sociologiques.	85
3.4.1	La bigamie	85
3.4.2	La parenté	87
3.4.3	L'adoption comme empêchement au mariage : quand la constitution s'emmêle	88
3.4.4	L'âge	90
3.5	Les particularités relatives à la formation du mariage	90

3.5.1	Les fiançailles, la promesse de mariage et l'aliénation d'affection	90
3.6	Les conditions de forme du mariage	96
3.6.1	Les formalités antérieures au mariage ou à l'union civile	96
3.6.2	Le lieu de la célébration du mariage	96
3.6.3	La publicité relative au mariage : le caractère public	97
3.6.4	La dispense de publication	97
3.6.5	L'examen médical prénuptial	98
3.7	Les formalités lors de la célébration du mariage	99
3.7.1	La compétence du célébrant	100
3.7.2	Les obligations du célébrant et le mariage par procuration	101
3.7.3	Le nom des époux	102
3.7.4	La preuve du mariage	104
3.7.5	L'opposition au mariage : le recours	105
3.7.6	Le mariage des Québécois à l'étranger	106
3.8	La sanction au manquement des conditions de fond et de forme du mariage : la nullité	107
3.8.1	Nullité relative ou absolue	109
3.8.2	L'intérêt juridique	112
3.8.3	La prescription du recours en nullité	115
3.8.4	Le recours	116
3.8.5	La preuve	117
4.0	LES EFFETS DE LA NULLITÉ DU MARIAGE ET LE MARIAGE PUTATIF	118
4.1	Le mariage putatif	118
4.2	Les dommages et intérêts et la nullité du mariage	121

XVIII LE MARIAGE, L'UNION CIVILE ET LES CONJOINTS DE FAIT

4.3	Particularités sur l'absence de consentement, le mariage putatif et le régime matrimonial	124
5.0	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LA NULLITÉ DU MARIAGE	125
6.0	LES CONJOINTS DE MÊME SEXE ET L'UNION CÉLÉBRÉE À L'ÉTRANGER : SA RECONNAISSANCE AU CANADA	126
7.0	L'IMMIGRATION ET LES CONJOINTS DE MÊME SEXE	127

CHAPITRE 2 : LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ET PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT : LES CHARGES DU MARIAGE ET LE PATRIMOINE FAMILIAL 131

1.0	LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT	131
1.1	Les rapports extrapatrimoniaux	133
1.2	Les rapports personnels entre époux (et les conjoints civils)	133
1.2.1	Le respect de l'autre époux	133
1.2.2	Les devoirs d'assistance et de secours	134
1.2.3	Le devoir de fidélité	136
1.2.4	Le devoir de vie commune	136
1.2.5	Le choix et la protection de la résidence familiale	137
1.3	Les rapports familiaux entre époux (et conjoints civils)	139
1.3.1	La direction morale de la famille	139
1.3.2	Le mandat de représentation	139
1.3.3	La direction matérielle de la famille, le mandat domestique et la contribution aux charges du mariage	142

2.0	LES RAPPORTS PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT	152
2.1	La création d'un patrimoine familial obligatoire	152
2.1.1	L'application des règles du patrimoine familial : les principes et un peu d'histoire	152
2.2	<i>La Loi modifiant le Code civil du Québec et favorisant l'égalité économique entre les époux</i>	155
2.2.1	La convention de non-assujettissement et l'article 42 des dispositions transitoires : validité et recours	160
2.2.2	Le règlement des conséquences : la non-application des règles du patrimoine familial.....	165
2.2.3	La renonciation aux droits dans le patrimoine familial	178
2.3	Les donations et les prêts entre époux et le contournement des règles du patrimoine familial	179
2.4	Le patrimoine familial et la <i>Loi sur les Indiens</i>	187
2.5	<i>La Loi sur les anciens combattants</i> et le patrimoine familial	191
3.0	LA DÉMARCHE POUR DÉTERMINER LA CRÉANCE D'UN ÉPOUX OU CONJOINT CIVIL DANS LE PATRIMOINE FAMILIAL.....	192
3.1	La qualification des biens composant le patrimoine familial	195
3.1.1	Les biens visés par les dispositions du patrimoine familial	195
3.1.2	Les résidences principales, les résidences secondaires de la famille et le droit qui en confère l'usage	197
3.1.3	La résidence de la famille détenue en copropriété ou dont une partie est utilisée à titre de résidence de la famille	212
3.1.4	Les meubles qui garnissent ou ornent les résidences de la famille	215

3.1.5	Les véhicules automobiles	218
3.1.6	Les droits au titre d'un régime de retraite	222
3.1.7	Les biens exclus	227
3.2	L'article 417 C.c.Q. et la valeur nette du patrimoine	228
3.2.1	La dette fiscale latente	229
3.2.2	La résidence familiale et l'impact fiscal	238
3.2.3	Les REÉR et les FERR	241
3.2.4	Les régimes de pension agréés	246
3.2.5	L'obligation pour le conjoint débiteur d'une créance de faire un choix au plan fiscal au moment de transférer un bien au créancier	249
3.2.6	La date d'évaluation	253
3.2.6.1	Le principe : la date d'introduction de l'instance ou le décès	255
3.2.6.2	La fin de la vie commune	258
3.2.6.3	Une date postérieure à la cessation de la vie commune	264
3.3	Les dettes à considérer et à soustraire de la valeur marchande du bien (art. 417 C.c.Q.)	269
3.4	Les déductions de l'article 418 C.c.Q.	290
3.4.1	La moins- value peut-elle excéder la valeur du bien ?	306
3.4.2	Les déductions de l'article 418 ; la synthèse	308
3.4.3	La renonciation à une déduction	311
3.4.4	La renonciation « présumée » à une déduction*	312
3.5	Le partage en parts égales, son exécution et la prescription	325
3.5.1	La transmissibilité de la créance issue du patrimoine familial	326

* Une section 3.4.5 intitulée « Un nouveau virage à 180° quant à la renonciation à une déduction : l'arrêt *Droit de la famille – 10304* » a été ajoutée en annexe avant l'impression. Voir page 1011.

3.5.2	La prescription.....	327
3.5.3	L'arrêt <i>D. (T.) c. N. (R.)</i>	327
3.5.4	L'arrêt <i>Bergeron c. Turcotte</i>	338
3.6	Le mode de paiement	344
3.6.1	L'attribution de certains biens et les modalités de paiement	345
3.6.2	Le partage ou la renonciation aux gains inscrits au régime de rentes du Québec.....	347
3.6.3	Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite régi par une loi provinciale ..	359
3.6.4	Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite fédéral	362
3.7	Le partage et la saisissabilité des véhicules de retraite : critères et limites	367
3.8	Le paiement compensatoire.....	383
3.9	Le partage inégal	388
3.9.1	Les principes	388
3.9.2	La Cour suprême et le partage inégal	392
3.9.3	Les motifs pouvant entraîner un partage inégal	396
a)	La brièveté du mariage.....	400
b)	La dilapidation	404
c)	La mauvaise foi, la négligence et l'apport exceptionnel.....	407
d)	La double ponction au régime de retraite ..	419
e)	Le déséquilibre ou l'absence de biens partageables	420
3.9.4	Le partage inégal	421
3.10	La renonciation au partage du patrimoine familial.....	421

3.11	Le partage, le paiement d'intérêts et l'indemnité additionnelle	425
3.12	La faillite, le patrimoine familial et les transactions révisables	429
3.12.1	Le patrimoine familial avant la faillite et la proposition du consommateur	431
3.12.2	Le patrimoine familial après la faillite	435
3.12.3	Le cas particulier des véhicules de retraite	443
3.12.4	Les mesures d'exécution et la faillite	463
3.12.5	L'effet de la faillite sur la créance du patrimoine familial et les conventions matrimoniales : les paiements préférentiels et les transactions révisables	463
3.12.6	Les dettes alimentaires	473
3.12.7	L'annulation de la cession de biens	474
3.12.8	La demande en inopposabilité art. 1631 C.c.Q.	475
3.13	Le patrimoine familial et la réconciliation	488
3.14	Le partage du patrimoine familial et les règles de l'indivision : la juxtaposition des règles	492
3.14.1	La valeur marchande de l'immeuble lorsqu'il est mis fin à l'indivision	493
3.14.2	L'effet de l'indivision	494
3.14.3	Les dettes de l'article 417 C.c.Q. et les déductions de l'article 418 C.c.Q.	496
3.15	Le droit international privé et le patrimoine familial	499
3.16	Quelques aspects successoraux en matière de patrimoine familial	500
3.16.1	Le cumul des droits du conjoint survivant	501
3.16.2	Éviter le cumul ?	507
3.16.3	Le paiement de la créance et la priorité sur les biens familiaux	508

CHAPITRE 3 : LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ET PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT : LES RÉGIMES MATRIMONIAUX 509

1.0	LES RÉGIMES MATRIMONIAUX	509
1.1	Les principes généraux	509
1.2	Le régime matrimonial et le droit international privé	512
1.3	Le contrat de mariage : les formalités	515
2.0	LES CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS	517
2.1	La qualification des biens et des dettes	519
2.1.1	<u>Les propres</u> : la qualification	520
2.1.2	<u>Les acquêts</u> : la qualification	523
2.2	Le fonctionnement du régime pendant la vie commune	526
2.3	La liquidation de la société d'acquêts	526
2.4	Le droit d'option	529
2.4.1	Le partage de la société d'acquêts et les intérêts	532
2.4.2	La prise en compte des <u>dettes</u> et leur qualification	533
2.5	Les récompenses	536
3.0	LE PARTAGE : LES ÉTAPES	543
3.1	L'absence de partage et la renonciation	545
3.1.1	La renonciation	545
3.1.2	Le recel de l'article 471 C.c.Q. : l'absence de partage	546
3.1.3	L'immixtion : l'absence de partage	551
3.2	L'attribution préférentielle de biens	551

4.0	TABLEAU RÉCAPITULATIF SUR LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS	552
4.1	Le calcul de la récompense des propres de monsieur à ses acquêts	555
4.2	L'application de l'article 457 C.c.Q. et le concept d'entreprise	557
5.0	LE RÉGIME MATRIMONIAL CONVENTIONNEL ET LA MODIFICATION DE RÉGIME	559
5.1	La séparation de biens	559
5.2	Le contrat de mariage et l'inapte	559
5.3	Le régime de la séparation de biens et les femmes	561
6.0	LA COMMUNAUTÉ DE MEUBLES ET ACQUÊTS	566
6.1	Les biens visés	568
	CHAPITRE 4 : L'UNION CIVILE	571
1.0	INTRODUCTION	571
1.1	Les conditions de formation	575
1.1.1	Les conditions de fond	575
1.1.2	Les conditions de forme	576
1.1.3	La preuve de l'union civile	576
1.1.4	L'opposition à l'union civile	577
1.1.5	La nullité de l'union civile, le recours, la procédure et la preuve	577
2.0	LES EFFETS DE L'UNION CIVILE	579
2.1	Les règles applicables aux conjoints en union civile	579
2.2	La résidence familiale	580
2.3	La direction de la famille	581
2.4	Le patrimoine familial	581
2.5	Le régime d'union civile	581

3.0	LA DISSOLUTION DE L'UNION CIVILE	581
3.1	La dissolution volontaire	582
3.2	La dissolution volontaire et son caractère exécutoire	584
3.3	La dissolution judiciaire	585
3.4	La procédure	585
3.5	La preuve	586
3.6	Les effets de la dissolution	587
3.7	Le droit international privé	587
CHAPITRE 5 : LA SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS		589
1.0	LES ASPECTS GÉNÉRAUX DU DÉMEMBREMENT DE LA FAMILLE	589
1.1	La séparation de fait en l'absence de procédures	590
1.2	La séparation de corps : les motifs	591
2.0	LA SÉPARATION DE CORPS FONDÉE SUR UN PROJET D'ACCORD ENTRE LES ÉPOUX	593
2.1	Le contenu du projet d'accord	593
2.1.1	L'examen du projet d'accord	594
2.1.2	Les choix du tribunal	594
2.1.3	La représentation simultanée de deux clients : les aspects éthiques	595
2.2	La séparation de corps fondée sur une cause	596
2.2.1	La volonté de faire vie commune est gravement atteinte	596
2.2.2	La séparation de fait	597
2.2.3	Les manquements graves aux devoirs du mariage (art. 494, 3 ^o C.c.Q.)	598
2.2.4	L'adultère	599

2.2.5	Le manque de respect	599
2.2.6	Le refus de secourir ou d'assister son époux	600
2.2.7	Le refus de faire vie commune	601
2.2.8	La vie commune devenue difficilement tolérable	601
2.3	L'instance en séparation de corps	602
2.3.1	Les procédures en séparation de corps : le tribunal compétent et le lieu d'introduction de la demande	602
2.4	Les modes d'introduction de la demande	603
2.4.1	Par déclaration d'un seul conjoint et la demande reconventionnelle	603
2.4.2	Les procédures et la signification	604
2.4.3	Les mesures provisoires et l'ordonnance de sauvegarde	605
2.4.4	Par déclaration conjointe des époux	609
2.4.5	Par déclaration conjointe sans projet d'accord	609
2.4.6	Par déclaration conjointe avec projet d'accord	610
2.5	La preuve en matière de séparation de corps	611
2.6	Les fins de non-recevoir de la demande en séparation de corps	611
2.6.1	Le décès des époux ou de l'un d'eux	612
2.6.2	La réconciliation des époux pendant et après l'instance	612
2.6.3	La réconciliation des époux après l'instance	614
2.6.4	Un jugement antérieur en séparation de corps ou en divorce	616
2.6.5	L'insuffisance des preuves alléguées (art. 498 C.c.Q.)	617
2.6.6	L'insuffisance du projet d'accord	617

2.7	Les effets de la séparation de corps : un survol	617
2.7.1	La garde des enfants et les mesures provisoires	617
2.7.2	La pension alimentaire et le stade provisoire	618
3.0	LA PROCÉDURE	621
4.0	LES EFFETS DU JUGEMENT DE SÉPARATION DE CORPS.....	622
4.1	Les effets entre les époux.....	622
4.2	La séparation de corps et le divorce	622
4.3	Les mesures accessoires	626
4.3.1	La garde des enfants	626
4.3.2	Les droits d'accès	626
4.3.3	La pension alimentaire	627
4.3.4	Les modes de paiement de la pension alimentaire.....	630
4.4	L'attribution du droit de propriété ou d'usage des biens meubles ou d'habitation de la résidence familiale	631
4.5	Le partage des actifs : un rappel sommaire	634
4.6	Le sort des donations contenues dans un contrat de mariage	635
4.6.1	Notions générales	635
4.6.2	La donation entre vifs	648
4.6.3	La donation et l'ingratitude	653
4.7	La caducité de la donation à cause de mort	656
4.8	La faillite et la donation.....	658
4.9	L'assurance-vie	658
4.9.1	La désignation	658
4.9.2	Une obligation à caractère patrimonial ou alimentaire.....	660

4.9.3	L'obligation de maintenir en vigueur une assurance-vie	665
4.9.4	Les obligations de l'assureur	666
5.0	LA PRESTATION COMPENSATOIRE	666
5.1	La nature de la prestation compensatoire	667
5.2	Les critères d'attribution de la prestation compensatoire	673
5.3	La prestation compensatoire et la jurisprudence : la preuve, les services domestiques et l'évaluation du <i>quantum</i>	678
5.4	La prestation compensatoire, le patrimoine familial et le bien partageable	689
5.5	Le moment de la demande	695
5.5.1	La prise en compte des autres avantages	696
5.5.2	La demande post-jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage	697
5.5.3	La transmissibilité du recours	698
5.5.4	La prescription du recours	699
5.6	Le mode de paiement (art. 429 et 430 C.c.Q.)	700
5.7	La faillite et la prestation compensatoire	701
6.0	LES DOMMAGES ET INTÉRÊTS	705
7.0	LES DÉPENS	707
8.0	LES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS À L'ÉGARD DES ENFANTS	708
9.0	L'APPEL DU JUGEMENT EN SÉPARATION DE CORPS, L'EXÉCUTION ET LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES : UN RAPPEL	708
9.1	L'appel du jugement interlocutoire	708
9.2	L'appel du jugement de séparation de corps	709

10.0	LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES.....	710
10.1	Les mesures provisoires : un rappel sommaire	710
10.2	Les mesures accessoires	711
10.3	Les mesures accessoires à titre de demandes principales.....	711
10.4	La demande tardive de pension alimentaire	712
10.5	La fin de la séparation de corps entre époux	713
	CHAPITRE 6 : LE DIVORCE	715
1.0	NOTIONS GÉNÉRALES.....	715
1.1	Un peu d'histoire.....	716
1.2	Les causes de divorce et la preuve.....	717
1.2.1	La demande conjointe en divorce	722
1.3	Le manquement aux devoirs personnels.....	723
1.3.1	L'adultère	724
1.3.2	La cruauté mentale ou physique rendant intolérable la vie commune.....	724
1.3.3	Le divorce fondé sur la vie séparée depuis au moins un an	727
1.3.3.1	Les conditions objectives	727
1.3.3.2	Les conditions subjectives	728
1.3.3.3	La reprise de la cohabitation et la période d'un an	729
1.4	Les fins de non-recevoir de la demande en divorce	733
1.4.1	La collusion	735
1.4.2	Le pardon et la connivence	736
1.4.3	L'absence d'arrangements raisonnables pour les aliments de l'enfant à charge	737

1.4.4	La levée des obstacles religieux au remariage religieux	738
1.4.5	La Cour d'appel, le divorce et la religion	740
1.4.6	La Cour suprême, les tribunaux civils et la religion	743
1.5	La procédure de divorce	747
1.6	L'instance en divorce	747
1.6.1	La signification des procédures	748
1.6.2	La demande reconventionnelle	749
1.6.3	L'intervention de tiers à l'instance en divorce	750
1.6.4	Le désistement pendant l'instance	750
1.7	Le tribunal compétent et la juridiction territoriale	752
1.7.1	La juridiction si deux provinces sont saisies de deux demandes en divorce	754
1.7.2	Les articles 70 et 70.1 C.p.c. en matière de divorce	756
1.7.3	La modification des mesures accessoires	759
1.7.4	Le renvoi en matière de garde et l'article 6(3) de la <i>Loi sur le divorce</i>	759
1.8	Les devoirs de l'avocat et du tribunal	762
1.9	Les mesures provisoires relatives à l'organisation de la famille pendant l'instance en divorce et l'appel des jugements interlocutoires	762
2.0	LES MESURES ACCESSOIRES RELATIVES À L'ORGANISATION DE LA FAMILLE POSTÉRIEUREMENT AU DIVORCE	765
2.1	Les mesures accessoires	765
2.1.1	La garde des enfants	765
2.1.1.1	L'enfant visé par la demande	765

2.1.1.2 Qui peut demander la garde	766
2.1.1.3 La garde demandée par l'époux du père ou de la mère qui n'est pas le parent biologique : le statut <i>in loco parentis</i>	766
2.1.1.4 La garde demandée par un tiers.....	774
2.2 Les droits d'accès	774
2.3 Le divorce et l'obligation alimentaire	776
2.3.1 Le divorce et l'obligation alimentaire de l'enfant	776
2.3.2 La pension alimentaire pour l'époux	778
2.4 La fixation de la pension alimentaire	781
2.5 L'indexation de la pension alimentaire.....	782
2.6 La garantie de paiement de la pension alimentaire.....	782
2.7 L'attribution d'un droit d'usage de la résidence familiale et des meubles.....	782
2.8 Le partage des biens.....	783
2.9 Le contrat de mariage et le sort des donations en divorce	783
2.9.1 Les donations entre vifs	784
2.9.2 La donation à cause de mort.....	792
2.9.3 Le divorce et la révocation des donations	794
2.10 La prestation compensatoire	795
2.11 L'assurance-vie	795
3.0 LA DEMANDE EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS.....	802
3.1 Les dépens.....	812
3.2 La rédaction des conventions.....	812
3.3 Les ordonnances conditionnelles : les articles 18 et 19 de la <i>Loi sur le divorce</i>	813

4.0 LA PRISE D'EFFET DU JUGEMENT, LE DÉSISTEMENT DU JUGEMENT, LA RÉTRACTATION, L'EXÉCUTION DU JUGEMENT, L'APPEL, LE JUGEMENT PRONONCÉ À L'ÉTRANGER ET LA RÉVISION DES MESURES ACCESSOIRES	815
4.1 Le jugement de divorce et la rétractation	818
4.2 L'exécution du jugement	819
4.2.1 La garde et l'accès	819
4.2.2 La pension alimentaire	819
4.3 Le jugement de divorce, le désistement et la réconciliation	819
4.3.1 Le désistement	820
4.3.2 La réconciliation	820
4.4 L'appel	822
4.5 La révision des mesures accessoires	823
4.6 Les effets du jugement de divorce sur le jugement antérieur de séparation de corps	824
4.7 La validité du jugement de divorce prononcé à l'étranger	834
4.8 Le nom de la femme mariée	834
CHAPITRE 7 : L'UNION HORS LE CADRE DU MARIAGE ET DE L'UNION CIVILE : LES CONJOINTS DE FAIT, LEUR SITUATION JURIDIQUE, LEURS RECOURS ET L'INDIVISION	837
INTRODUCTION	837
1.0 L'UNION DE FAIT ET LA DIVERSIFICATION DE LA VIE CONJUGALE AU CANADA	839
1.1 Commencer sa vie commune par l'union libre : un choix de plus en plus populaire, surtout au Québec	842
1.2 La notion de conjoint de fait	843

2.0	LA SITUATION JURIDIQUE DES CONCUBINS	849
2.1	Les conséquences de cette situation	853
2.2	La reconnaissance particulière du concubinage par certaines lois à caractère social	854
2.3	Les contrats, donations et assurances.....	854
2.4	Les enfants des concubins	856
2.4.1	La pension alimentaire pour l'enfant.....	856
2.4.2	Les biens.....	856
2.4.3	Les incidences fiscales.....	857
3.0	LES CONJOINTS DE FAIT ET LE PARTAGE DES BIENS FAMILIAUX : LE DROIT À LA MARGINALITÉ ET L'ARRÊT WALSH.....	857
3.1	Les faits.....	858
3.2	La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix	859
3.3	La préexistence d'un désavantage.....	861
3.4	La correspondance avec les besoins du demandeur et l'effet d'amélioration de la Loi	862
3.5	La nature et l'étendue du droit touché	863
3.6	Le juge Gonthier	864
3.7	La dissidence dans Walsh	865
3.8	Les conséquences sur les enfants	867
4.0	LA CESSATION DE LA VIE COMMUNE ET LES CONVENTIONS ENTRE CONJOINTS DE FAIT.....	869
4.1	Le contenu de la convention de concubinage ou contrat de vie commune.....	870
4.2	La jurisprudence, la convention de concubinage et autres modes de survie.....	872
4.3	Le contrat de cohabitation et le mariage ultérieur	891

XXXIV LE MARIAGE, L'UNION CIVILE ET LES CONJOINTS DE FAIT

4.4	Les recours en l'absence de contrat ou d'entente en chambre civile ou familiale ?	893
4.5	La garde des enfants	895
4.6	Le statut <i>in loco parentis</i> en droit civil ?.....	896
4.7	La pension alimentaire pour les enfants.....	900
4.8	La pension alimentaire pour l'ex-conjoint de fait.....	901
4.9	La résidence « familiale » et les meubles la garnissant : le droit d'usage	903
5.0	L'INDIVISION ET LES CONJOINTS DE FAIT	912
5.1	La présomption de partage en parts égales de l'article 1015 C.c.Q.	917
5.2	L'article 1016 C.c.Q. et l'indemnité de jouissance exclusive	922
5.3	L'indivision et la jurisprudence	929
5.4	La vente forcée d'un conjoint à l'autre	934
5.5	La possibilité de racheter la part d'un indivisaire	936
6.0	LE PARTAGE DES BIENS ET LEUR REVENDICATION.....	936
6.1	La société de participation (ou tacite).....	937
6.2	L'enrichissement injustifié.....	944
6.2.1	Le calcul de la compensation	968
6.2.2	La transmissibilité de l'action pour enrichissement injustifié	980
6.2.2	L'inopposabilité de la transaction	982
7.0	LES DOMMAGES ET INTÉRÊTS	982
8.0	LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ	987
9.0	LA RÉCONCILIATION ET LE JUGEMENT QUANT À LA GARDE ET LA PENSION ALIMENTAIRE	987
10.0	LES RÉGIMES DE RETRAITE, LES CONJOINTS DE FAIT ET LE CONJOINT SURVIVANT	988

11.0 LE DROIT COMPARÉ ET LES CONJOINTS DE FAIT	1001
12.0 LA MARGINALITÉ : UN VÉRITABLE CHOIX ?	1002
12.1 Les conséquences sur les conjoints de fait	1002
12.2 Les conséquences sur les enfants	1004
13.0 LES CONJOINTS DE FAIT ET LE DROIT SUCCESSORAL	1006
ANNEXE	1011
TABLE DE LÉGISLATION	1017
TABLE DE JURISPRUDENCE	1051
INDEX ANALYTIQUE	1119

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LES PRINCIPES GÉNÉRAUX	1
1.1 L'obligation alimentaire : une définition et la portée de la notion d'aliments	2
1.2 Les fondements juridiques de l'obligation alimentaire	7
1.3 Les titulaires de l'obligation alimentaire en vertu du <i>Code civil</i>	11
1.3.1 Les époux et conjoints civils	11
1.3.2 L'obligation alimentaire et le <i>Code civil</i> : les parents et les enfants	14
1.3.3 Les conjoints de fait et l'obligation alimentaire : une nouvelle réalité juridique	15
1.3.3.1 Le contexte social et juridique	16
1.3.3.2 La transformation de la cellule familiale et les effets de la rupture	17
1.3.3.3 Le contexte juridique : vers une timide reconnaissance	20
1.3.3.4 Les conséquences de cette situation juridique sur les conjoints et les enfants	20
1.3.3.5 Et pendant ce temps, ailleurs : l'arrêt <i>Taylor c. Rossu</i>	24
1.3.3.6 L'arrêt <i>Walsh</i> : la suprématie du choix et de la volonté de la personne	28
1.3.3.7 La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix	29

1.3.3.8	La dissidence dans <i>Walsh</i>	31
1.3.3.9	Éric et Lola : le jugement d'instance	34
1.3.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102866</i> : surprenant ou rafraîchissant ?.	36
1.3.4.1	Les motifs de Madame la juge Dutil et de Monsieur le juge Giroux	36
1.3.4.2	Les motifs du juge Beauregard	46
1.3.4.3	La preuve, la connaissance d'office et les dépens	50
1.3.4.4	Les frais d'expertise, les honoraires extrajudiciaires et les dépens	53
1.3.5	La futurologie : les incertitudes et les options.	54
1.3.5.1	La vie maritale et les conjoints de fait	57
1.3.5.2	L'article 61.1 de la Loi d'interprétation	60
1.3.5.3	La rétroactivité	62
1.3.5.4	Certaines options pour le législateur	62
1.3.6	La détermination du montant de pension en vertu du <i>Code civil</i>	65
1.4	Les caractéristiques de l'obligation alimentaire	65
1.5	Le moment de la demande pour l'attribution d'une pension alimentaire et la rétroactivité.	80
1.5.1	Les principes	80
1.5.2	L'article 595 C.c.Q. et la rétroactivité de la demande alimentaire	81
1.5.3	L'impossibilité d'agir et l'article 595 C.c.Q.	83
1.5.4	La mise en demeure au sens de l'article 595 C.c.Q.	89
1.5.5	La rétroactivité et la <i>Loi sur le divorce</i>	93
1.5.6	La demande tardive d'aliments	93

1.6	L'arrêt <i>D.B.S. c. S.R.G. ; L.J.W. c. T.A.R. ; Henry c. Henry ; Hiemstra c. Hiemstra</i> de la Cour suprême et les principes relatifs à l'obligation alimentaire en divorce	97
1.6.1	L'obligation alimentaire et la quadrilogie	99
1.6.2	La rétroactivité et la quadrilogie	100
1.6.3	L'ajustement de la pension alimentaire et le comportement du débiteur	101
1.6.4	La quadrilogie et la présentation de la demande ou le point de départ de la rétroactivité	102
1.6.5	La quadrilogie et la situation de l'enfant	103
1.6.6	Les difficultés occasionnées par une ordonnance rétroactive et le quantum	104
1.6.7	La période de rétroactivité	105
1.6.8	L'existence des Lignes directrices fédérales et leurs modalités d'application	107
1.7	La jurisprudence post-quadrilogie tant en divorce qu'en vertu de l'article 595 C.c.Q. : des effets secondaires ?	109
1.7.1	La limitation d'un an imposée par l'article 595 C.c.Q. est discriminatoire	121
1.7.2	L'erreur induite par une des parties, la turpitude et la clause de rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q.	121
1.7.3	L'effet de la quadrilogie de la Cour suprême sur l'interprétation législative de l'article 595 C.c.Q. et l'historique de cet article.	127
1.7.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i> et la rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q. : quand le droit rejoint la réalité	137
1.7.4.1	Le jugement de première instance	137
1.7.4.2	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i>	139
1.7.5	La rétroactivité par convention et les revenus annuels fluctuants	149

1.8	Les modalités de paiement	160
1.8.1	Les versements périodiques	160
1.8.2	La somme forfaitaire ou globale.....	160
1.8.3	L'attribution d'une somme forfaitaire : les critères et la pertinence.....	167
1.8.4	La somme forfaitaire et l'attribution de la résidence familiale à titre de paiement	179
1.8.5	L'attribution d'une seconde somme forfaitaire ..	181
1.8.6	La conversion d'une pension alimentaire fondée sur une convention prévoyant une somme forfaitaire	182
1.8.7	La somme forfaitaire pour l'enfant à charge : comment la réviser si elle a déjà été versée ? ..	187
1.8.8	La réserve des recours en matière alimentaire..	196
1.8.9	La suspension du paiement de la pension alimentaire.....	199
1.9	Les critères de fixation de la pension alimentaire	205
1.9.1	L'enfant mineur.....	206
1.9.2	L'époux, l'ex-époux et le conjoint civil	207
1.9.3	L'enfant majeur	208
1.10	L'obligation alimentaire et la fiscalité	208
1.10.1	La déductibilité en ce qui a trait à l'ex-époux, l'époux ou le conjoint civil.....	211
1.10.2	Les paiements alimentaires versés à des tiers et les paiements antérieurs au jugement	217
1.10.3	Les changements survenus en 1997.....	218
1.10.4	La défiscalisation en matière d'aliments pour enfants.....	219

1.10.5	La possibilité de conserver la déductibilité de la pension alimentaire pour enfants contenue dans une ordonnance ou une entente préalable à la défiscalisation	222
1.11	Le lien entre les aliments, le partage des biens et la somme forfaitaire	225
1.12	Le créancier et le débiteur alimentaire : l'obligation d'entamer le capital	226
1.13	Les garanties et les sûretés	234
1.13.1	L'hypothèque légale	234
1.13.2	La fiducie	238
1.13.3	Lettre de garantie	249
1.14	L'obligation alimentaire et la faillite	249
1.15	Les intérêts et la pension alimentaire	252
1.16	La prescription	258
CHAPITRE 2 : L'ÉTENDUE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ÉPOUX ET DU CONJOINT CIVIL		261
	Introduction	261
2.1	Un peu de sociologie et les textes de lois	263
2.1.1	Un peu de sociologie	263
2.1.2	Les textes de lois : le <i>Code civil</i>	266
2.1.3	Les critères d'attribution et les objectifs poursuivis en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i>	268
2.2	Le cheminement de la Cour suprême et l'obligation alimentaire entre époux : un résumé	275
2.3	Le cheminement de la Cour suprême du Canada et l'obligation alimentaire entre époux : étape par étape	285
2.3.1	L'arrêt <i>Messier c. Delage</i> : le droit aux aliments pendant les années 1980	286

2.3.2	La trilogie : de la finalité des conventions et de la théorie de la rupture nette	289
2.3.3	Les principes de la « trilogie » sont-ils encore pertinents ?	292
2.3.4	<i>Moge c. Moge</i> : de l'égalité des critères de l'article 15.2(6) et de l'autonomie financière	293
2.3.5	L'arrêt <i>Willick c. Willick</i> : la modification d'une ordonnance et le concept de changement.	298
2.3.6	L'arrêt <i>G. (L.) c. B. (G.)</i> : de l'effet du concubinage et du remariage sur l'obligation alimentaire et du concept de changement	299
2.3.7	<i>Hickey c. Hickey</i> : le concept de changement et la confirmation des principes de l'arrêt <i>Willick</i> quant à la pension alimentaire entre époux	306
2.3.8	L'arrêt <i>Bracklow</i> : les fondements de l'obligation alimentaire en divorce et le mariage de courte durée.	307
2.3.9	L'arrêt <i>Boston c. Boston</i> : l'effet de la retraite sur l'obligation alimentaire.	320
2.3.10	L'arrêt <i>Miglin</i> : de l'importance, de la validité et de la finalité des conventions en matière familiale	332
2.3.11	Les conventions et l'effet de l'arrêt <i>Miglin</i> : la jurisprudence	356
2.3.12	L'arrêt <i>Hartshorne c. Hartshorne</i> : de l'importance des conventions et de leur finalité	375
2.3.13	L'arrêt <i>Leskun c. Leskun</i> : de l'effet de la faute conjugale sur les aliments.	384
2.3.14	L'arrêt <i>Rick c. Brandsema</i> : la transparence dans les négociations et la présence du procureur.	402
2.4	L'autonomie financière	408
2.4.1	L'autonomie financière : une définition	413
2.4.2	La durée du mariage ou de la cohabitation	422

2.4.3	Le mariage de courte durée	438
2.4.4	L'arrêt <i>Bracklow</i> et le mariage de courte durée.....	439
2.4.5	L'autonomie et le travail hors le foyer familial ..	445
CHAPITRE 3 : LES EMPÊCHEMENTS À L'ATTEINTE DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE		447
3.1	L'aide intergénérationnelle et l'autonomie financière ..	447
3.2	La maladie et l'autonomie financière.....	451
3.3	Le lien de causalité entre le mariage et les inconvénients en résultant ou la maladie	473
CHAPITRE 4 : LA PENSION ALIMENTAIRE : LA FIXATION ET LES ARRÉRAGES		481
4.1	La pension alimentaire : l'attribution et l'évaluation.....	481
4.2	L'établissement de la pension alimentaire au stade provisoire	483
CHAPITRE 5 : LE PROJET FÉDÉRAL DE LIGNES DIRECTRICES FACULTATIVES EN MATIÈRE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ÉPOUX		493
5.1	Le concept et la pertinence des Lignes directrices facultatives pour époux	494
5.2	Les avantages et les inconvénients des lignes directrices.....	496
5.3	Les structures de base des lignes directrices.....	507
5.3.1	Le partage des revenus	507
5.3.2	Le revenu net et le revenu brut	508
5.3.3	Les critères utilisés	509
5.3.4	Les formules, la restructuration et les exceptions	510
5.3.4.1	Selon la formule de base sans pension alimentaire pour enfant	510

5.3.4.2	La formule avec pension alimentaire pour enfant	511
5.3.4.3	Les plafonds et les planchers	512
5.3.4.4	La restructuration	513
5.3.4.5	Les exceptions	513
5.4	Les lignes directrices : la démarche	515
CHAPITRE 6 : LE TERME ET AUTRES MODALITÉS POUR METTRE FIN À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ÉPOUX		521
6.1	Le créancier alimentaire doit faire des efforts	532
6.2	Le terme : la synthèse	535
6.3	Le terme et autres modalités pour mettre fin à l'obligation alimentaire : la jurisprudence	552
6.4	La réticence à fixer un terme	556
6.5	Les choix personnels	557
6.6	La synthèse : le droit aux aliments et la pension alimentaire	591
6.7	Les critères pertinents retenus par les tribunaux pour l'établissement de la pension alimentaire	596
CHAPITRE 7 : LA RENONCIATION AUX ALIMENTS		603
7.1	La renonciation aux aliments	603
7.2	La renonciation aux aliments par un époux dans le cadre du divorce	609
7.3	L'écoulement du temps et la renonciation implicite	619
CHAPITRE 8 : LES ARRÉRAGES EN MATIÈRE ALIMENTAIRE		623
8.1	L'annulation des arrérages : les principes et la prescription en matière alimentaire	623
8.2	L'annulation des arrérages	625

8.3	L'annulation des arrérages en vertu du Code civil	627
8.4	Le mécanisme de l'article 596 C.c.Q.	632
8.5	Les arrérages, les intérêts et la compensation	644
8.6	Le remboursement et la compensation de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire	646
8.6.1	Le remboursement de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire	646
8.6.2	La compensation	652
8.6.3	La compensation et les aliments futurs : une solution ?	662
CHAPITRE 9 : LES DEMANDES DE MODIFICATION DE L'ORDONNANCE ALIMENTAIRE		665
9.1	Le concept de changement significatif	669
9.2	La révision ou la modification	677
9.3	Les faits nouveaux	680
9.4	Le changement significatif : la détermination par les parties du changement nécessaire	694
CHAPITRE 10 : LA RETRAITE, LA PRÉRETRAITE, LE PARTAGE DES FONDS DE RETRAITE ET LA DOUBLE PONCTION : L'EFFET DE LA RETRAITE SUR L'OBLIGATION ALIMENTAIRE		701
10.1	La synthèse	712
10.2	Le capital du créancier et l'approche de la retraite du débiteur : l'entamer ou ne pas l'entamer	716
CHAPITRE 11 : L'EXÉCUTION DU JUGEMENT ET LA PERCEPTION DES PENSIONS ALIMENTAIRES		725
11.1	Le jugement doit être exécutoire	725
11.2	Le jugement susceptible d'exécution	728

11.3	<i>La Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i>	730
11.3.1	Les principes généraux de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires	731
11.3.2	L'application de la Loi	732
11.4	<i>La pension alimentaire visée par la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i>	732
11.4.1	La Loi et l'existence de garanties supplémentaires	733
11.4.2	Le rôle du sous-ministre du Revenu : l'exclusivité de la perception ?	734
11.4.3	Les ordonnances alimentaires non assujetties à la Loi	742
11.4.4	Les cas d'exemption et de suspension de l'application de la Loi	744
11.4.4.1	L'exemption	744
11.4.4.2	La suspension	745
11.4.4.3	Le rôle du greffier	746
11.4.5	La perception de la pension alimentaire : deux modes de perception	747
11.4.6	Le début du versement de la pension alimentaire	748
11.4.7	La retenue à la source et l'ordre de retenue	750
11.4.8	Les obligations et la responsabilité de l'employeur du débiteur alimentaire	752
11.4.9	Le versement des sommes au créancier alimentaire	753
11.4.10	Le versement des avances et leur remboursement	754
11.4.11	Les pouvoirs du sous-ministre en vertu de la Loi : le recouvrement	763
11.4.12	L'obtention d'information sur la situation financière du débiteur	764

11.4.13 Le créancier et le débiteur hors Québec : la perception	765
11.4.13.1 Les législations québécoises applicables	765
11.4.13.2 La <i>Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires</i>	766
11.4.14 La <i>Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments</i>	770
11.5 La législation fédérale et la perception de la pension alimentaire	772
11.5.1 La perception et la <i>Loi sur le divorce</i>	779
11.5.2 <i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales et la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction des pensions</i>	781
11.5.3 L'exécution d'un jugement étranger au Québec ou d'un jugement québécois à l'étranger	782
11.5.3.1 L'Entente entre le Québec et la France sur l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative	785
11.5.3.2 Les jugements provenant d'autres juridictions	787
11.6 Le voile corporatif	788
CHAPITRE 12 : LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE	797
12.1 Les principes généraux	797
12.2 La forme de la prestation	801
12.3 La survie de l'obligation alimentaire : les créanciers visés et le montant de la prestation	802
12.3.1 Les créanciers visés	802
12.3.2 Le montant de la prestation	804
12.3.3 L'ex-époux qui percevait des aliments et les autres créanciers	810

12.3.4	La valeur de la succession.	813
12.3.5	La provision pour frais et l'ordonnance de sauvegarde.	814
12.4	Le droit international privé	814
CHAPITRE 13 : LA LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ET LES PRESTATIONS POUR LA FAMILLE		815
13.1	Les prestations en vertu de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i>	815
13.2	Les principes d'application.	816
13.3	L'impact de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> sur l'obligation alimentaire	816
CHAPITRE 14 : LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS		819
14.1	Les principes généraux	819
14.2	L'importance des conventions et le respect de la volonté des parties	822
14.3	Le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions	825
14.3.1	Les conditions de validité de la convention	825
14.3.2	Le consentement libre et éclairé.	829
14.3.3	La Trilogie et la lésion en droit civil : entre majeurs ?	831
14.3.4	La présence d'un procureur indépendant et compétent.	835
14.3.5	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention.	841
14.3.6	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent et la transparence : les arrêts <i>Miglin et Rick c. Brandsema</i> de la Cour suprême	852
14.3.7	La fragilisation des conventions et la déontologie	859

14.4	Les limites de l'arrêt <i>Miglin</i>	880
14.5	Les motifs d'annulation : une synthèse	888
14.6	Les documents rédigés en médiation	890
14.6.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.) . .	890
14.6.2	Le résumé ou sommaire des ententes	890
14.6.3	Le projet d'accord.	900
CHAPITRE 15 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ET LES ENFANTS.		903
15.1	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu du Code civil.	908
15.2	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i>	912
15.3	Le concept <i>in loco parentis</i> en droit civil ?	917
15.4	Les revenus de l'enfant mineur	922
15.4.1	Le devoir d'entretien et l'obligation alimentaire.	924
15.4.2	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant et la fiscalité de la pension pour enfant : les principes	925
15.4.3	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant	926
15.4.4	La prestation universelle pour la garde d'enfants.	931
15.4.5	La comptabilisation de la PUGE	932
15.4.6	Le remboursement des prestations lorsque l'ordonnance de la Cour ou la convention des parties prévoyait des modalités de paiement . .	937
15.4.7	La pension alimentaire pour enfant et les prestations de deniers recours	953
15.5	Le traitement fiscal de la pension alimentaire pour l'enfant	954

15.5.1	Le crédit équivalent pour personne entièrement à charge (ou crédit équivalent au montant pour conjoint au fédéral)	958
15.5.2	Les autres déductions possibles	958
15.6	Le calcul de la pension alimentaire avant le 1 ^{er} mai 1997	960
15.7	L'ajustement « rétroactif » du montant de la pension alimentaire pour enfants.	962
15.7.1	<i>La Loi sur le divorce</i>	962
15.7.2	<i>Le Code civil du Québec</i>	964
15.8	Les Lignes directrices québécoises et fédérales.	974
15.8.1	La genèse	974
15.8.2	Une interprétation généreuse des besoins de l'enfant ?	979
15.9	Les <i>Lignes directrices fédérales</i>	981
15.9.1	Les principes d'application	981
15.9.2	Un survol des règles applicables au calcul en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i>	988
15.9.3	La garde partagée et les <i>Lignes directrices fédérales</i>	992
15.9.4	Les cas particuliers en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i>	995
15.9.4.1	L'enfant majeur	995
15.9.4.2	Les revenus supérieurs à 150 000 \$	995
15.9.4.3	Le statut <i>in loco parentis</i>	998
CHAPITRE 16 : LES LIGNES DIRECTRICES QUÉBÉCOISES		1003
16.1	L'application.	1003
16.2	La genèse	1003

16.3	L'adoption des <i>Lignes directrices québécoises</i> et les textes législatifs pertinents	1006
16.4	Les principes des <i>Lignes directrices québécoises</i>	1008
16.5	La démarche	1016
16.5.1	La procédure	1016
16.5.2	Le tiers gardien et l'enfant mineur : un cas particulier	1017
16.5.3	Les éléments du calcul : un sommaire	1018
16.5.3.1	Le revenu brut et le revenu disponible ..	1018
16.5.3.2	Les déductions et les revenus de l'enfant : la contribution parentale de base	1020
16.5.3.3	Le nombre d'enfants	1022
16.5.3.4	Le temps de garde	1023
16.5.3.5	Les modalités de garde	1033
16.6	Le logiciel <i>Aliform</i> et le <i>Formulaire</i> en réseau Jurifamille	1036
16.6.1	L'Aliform	1036
16.6.2	Jurifamille	1038
16.7	Le calcul des revenus bruts aux fins d'établir la pension alimentaire	1039
16.7.1	L'établissement du revenu brut	1039
16.7.2	La période de référence pour l'établissement du revenu et la moyenne des revenus	1049
16.7.3	Les avantages financiers tirés d'un emploi ou d'une autre source et l'établissement du revenu brut	1063
16.7.4	<i>Le travailleur autonome</i> et les revenus de loyers	1070
16.7.5	La jurisprudence et la qualification de revenu	1078

16.7.6	L'obligation de contribuer des parents.....	1087
16.7.7	L'obligation de divulguer des parents	1092
16.7.8	Le revenu fictif ou présumé	1094
16.7.9	Le nouveau conjoint et l'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien	1106
16.7.9.1	Le nouveau conjoint.....	1106
16.7.9.2	L'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien..	1108
16.7.10	Les revenus supérieurs à 200 000 \$.....	1109
16.7.11	Le traitement des pertes.....	1116
16.7.12	Les actions, les bénéfices non répartis et les actifs	1120
16.7.13	Les revenus non divulgués aux autorités fiscales	1136
16.8	Les revenus fluctuants d'une année à l'autre	1140
16.9	La réception d'un revenu net d'impôt.....	1143
16.10	L'abandon d'un emploi, la diminution volontaire des revenus, la retraite et la réorientation de carrière	1144
	CHAPITRE 17 : LES FRAIS DE GARDE	1183
	CHAPITRE 18 : LES FRAIS D'ÉTUDES POST-SECONDAIRES	1189
	CHAPITRE 19 : LE QUANTUM DE LA PENSION ALIMENTAIRE PAYABLE ET L'ENTENTE ENTRE LES PARTIES	1191
	CHAPITRE 20 : LES FRAIS PARTICULIERS	1195
20.1	Les frais particuliers : les principes	1199
20.2	Les frais particuliers : délimiter les contours	1200
20.3	L'arrêt <i>Droit de la famille – 3228</i> : le besoin particulier et le caractère raisonnable	1203

20.3.1	Le critère de « nécessité » s'attache aux besoins spécifiques concernés et dictés par la situation particulière de l'enfant	1204
20.3.2	La dépense doit être raisonnable eu égard aux moyens financiers des parents	1206
20.3.3	La simplicité involontaire	1213
20.3.4	L'exigence de la consultation avec l'autre parent	1217
20.3.5	Les besoins antérieurs à la rupture et le paiement <i>des frais pour un autre enfant</i> issu de l'union ou de la même fratrie.	1225
20.4	Les frais particuliers non récurrents	1226
20.5	De certains frais particuliers particulièrement particuliers !	1231
20.5.1	L'école privée	1232
20.5.2	Les loisirs et la culture	1239
20.5.3	L'Internet	1240
20.5.4	Le sport : luxe ou nécessité	1243
20.5.5	Le régime enregistré d'épargne étude	1247
20.6	Le paiement des frais particuliers : périodicité ou somme forfaitaire	1247
20.7	Les besoins de base et les frais particuliers : parlons chiffres	1253
20.8	Tableau synthèse : les frais particuliers et la jurisprudence	1262
CHAPITRE 21 : LES DIFFICULTÉS EXCESSIVES ET SIMPLES		1309
21.1	Le non-exercice des droits d'accès	1314
21.2	Les droits d'accès et l'enfant majeur	1349
21.3	Les enfants issus d'autres unions : l'application des difficultés « simples »	1352

21.3.1	Les principes	1359
21.3.2	L'arrêt de la Cour d'appel dans <i>Droit de la famille – 07934</i>	1362
21.3.3	L'application des critères	1373
21.3.4	Une revue de la jurisprudence	1378
21.4	L'obligation alimentaire à l'égard d'autres personnes ..	1395
21.5	Les dettes familiales	1395
21.6	Le transport	1401
21.7	Le placement en famille d'accueil ou en institution et les difficultés excessives	1411
21.8	Le coût de la vie.....	1421
21.9	Le niveau de vie.....	1426
CHAPITRE 22 : LE CONCEPT DE CHANGEMENT SIGNIFICATIF.....		1443
22.1	Réviser ou modifier l'ordonnance alimentaire ?	1450
22.2	La jurisprudence : le concept de changement	1452
22.3	Les parties et la définition du changement nécessaire..	1455
CHAPITRE 23 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ENFANT MAJEUR		1459
23.1	L'enfant majeur et l'obligation alimentaire : un peu de sociologie	1459
23.2	Le recours de l'enfant majeur : ses fondements	1461
23.2.1	Le Code civil.....	1462
23.2.2	La loi sur le divorce : l'enfant à charge	1465
23.3.3	L'enfant handicapé	1468
23.2.4	La nature de l'obligation.....	1476
23.2.5	Les frais visés : les frais d'études postsecondaires	1476

23.2.6	La jurisprudence	1478
23.3	La pension pour l'enfant majeur : la démarche procédurale.....	1481
23.4	À qui sont payables les aliments ?.....	1488
23.5	L'application des <i>Lignes directrices</i> à l'enfant majeur ..	1489
23.6	Le <i>quantum</i> , les critères d'attribution, les études, le concubinage et la parentalité	1496
23.6.1	Le concubinage et le mariage	1499
23.6.2	Les études ; jusqu'à quel niveau : le second ou le troisième cycle ?.....	1501
23.6.3	La parentalité	1509
23.7	Le calcul en présence d'un enfant mineur et d'un enfant majeur selon les <i>Lignes directrices</i>	1512
23.8	La possibilité, pour le débiteur, de recevoir le créancier chez lui : l'article 592 C.c.Q.	1516
23.9	Les obligations de l'enfant majeur	1519
23.9.1	Le sérieux et les efforts	1519
23.9.2	La recherche d'emploi	1527
23.9.3	La réorientation de carrière	1528
23.9.4	L'abandon des études, l'état de santé et les échecs scolaires	1531
23.9.5	Le majeur : l'effort financier.....	1541
23.9.6	Les prêts et bourses : un revenu ?	1551
23.9.7	La pension alimentaire pour l'enfant, le parent aux études et l'effet sur les prêts et bourses de ce dernier.....	1555
23.10	Le terme fixé à l'obligation	1560
23.11	L'enfant majeur, son attitude, l'ingratitude et le droit aux aliments.....	1570

23.12 La fiscalité et les frais nets.....	1599
23.12.1 La fiscalité	1599
23.12.2 Les frais d'études postsecondaires nets	1599
23.13 La pension alimentaire et la rétroactivité	1600
23.14 Une synthèse	1601
CHAPITRE 24 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE PARENTS EN LIGNE DIRECTE AU PREMIER DEGRÉ.....	1605
TABLE DE LÉGISLATION.....	1611
TABLE DE JURISPRUDENCE	1631
INDEX ANALYTIQUE	1761

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE – LA FILIATION	1
INTRODUCTION.....	1
1.0 LA FILIATION PAR LE SANG	2
1.1 Les principes généraux	2
1.2 La filiation par le sang et la présomption de l'article 530 C.c.Q.....	10
1.2.1 L'acte de naissance.....	16
1.2.2 La déclaration tardive	19
1.2.3 La déclaration tardive, la rétractation, la rétroactivité et la possession d'état constante ..	20
1.2.4 La possession d'état	49
1.2.5 La preuve de la possession d'état : un moyen de preuve	99
1.2.6 La présomption de paternité	101
1.2.7 La reconnaissance volontaire	106
1.3 Le désaveu de l'enfant par le père présumé	107
1.4 Le fardeau, les moyens de preuve, l'ADN, le délai d'action et le désistement	110
2.0 LA RÉALITÉ BIOLOGIQUE, L'ARTICLE 530 DU CODE CIVIL ET L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	124

3.0	LA RÉCLAMATION DE FILIATION (PATERNITÉ OU MATERNITÉ)	148
3.1	La pertinence du recours en rectification de registres en matière de filiation	149
3.2	Les moyens de preuve	153
4.0	LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE PAR LA MÈRE	153
4.1	Les délais de contestation	156
4.2	La filiation et l'ADN : l'article 535.1 C.c.Q.	157
5.0	LA CONTESTATION PAR LES HÉRITIERS DE LA MÈRE OU DU PÈRE PRÉSUMÉ EN REGARD DU DÉSAVEU DE L'ENFANT OU DE LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE	172
6.0	LES MOYENS DE PREUVE RECEVABLES À L'OCCASION DU DÉSAVEU ET DE LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ	174
7.0	LES PROCÉDURES DE DÉSAVEU OU DE CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE	175
7.1	L'enfant doit être partie aux procédures	175
7.2	La signification des procédures	178
7.3	Le recours entrepris par l'enfant mineur	178
7.4	Le désaveu et la contestation de paternité	179
8.0	LA GARDE, LA PENSION ET LA RÉTROACTIVITÉ	180
9.0	LA FILIATION ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	187
10.0	LA PROCRÉATION ASSISTÉE	195
	Introduction	195
10.1	Les principes relatifs à la procréation assistée	200
10.2	La procréation assistée : les méthodes	204

10.3	L'article 538.1 C.c.Q. : la procréation assistée et la filiation par le sang	208
10.4	Le projet parental	210
10.5	L'article 538.2 C.c.Q. : l'établissement du lien de filiation ou la paternité suspensive	242
10.6	La présomption de parenté	248
10.7	La contestation de la filiation	250
10.8	La filiation : deux pères, deux mères ou un père et une mère ?	254
10.9	Le refus de reconnaître sa filiation en matière de procréation assistée	255
10.10	La mère porteuse	260
10.11	La preuve de la filiation par procréation assistée	288
10.12	La recherche des origines et les renseignements nominatifs	292
10.13	La procréation <i>post mortem</i> et la propriété du matériel génétique	299
10.14	La <i>Loi sur la procréation assistée</i> (Canada) et la <i>Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée</i> (Québec)	303
10.15	Le droit international privé et la filiation	305
11.0	LA FILIATION PAR L'ADOPTION	308
11.1	Un survol des principales règles et la juridiction	308
11.2	Le tribunal compétent	316
11.2.1	L'appel	329
11.2.2	L'adoption coutumière autochtone et la race	330
11.3	L'adoption plénière	338
11.4	Les conditions préalables à l'adoption	343

11.4.1	L'intérêt de l'adopté	343
11.4.2	Les adoptants	344
11.4.2.1	Une personne majeure.....	344
11.4.2.2	La différence d'âge.....	345
11.4.2.3	L'expertise psychosociale.....	346
11.4.2.4	L'adoption par des conjoints de même sexe	346
11.5	Les adoptés : l'enfant mineur	347
11.6	L'adoption de la personne majeure.....	347
12.0	L'ADOPTION FONDÉE SUR LE CONSENTEMENT DES PÈRE, MÈRE OU TUTEUR	370
12.1	Le consentement de l'enfant	371
12.2	Le consentement des parents ou du tuteur	372
12.2.1	Le consentement des parents et la signification des procédures	372
12.2.2	Le consentement du tuteur	404
12.2.3	L'adoption de l'enfant d'un mineur	405
13.0	LES TYPES ET LA FORME DU CONSENTEMENT ..	406
13.1	Le consentement général	406
13.2	Le consentement spécial	406
13.3	La mère porteuse et le consentement spécial	413
13.3.1	La Cour d'appel : cachez cet article du Code civil que je ne saurais voir ou à quoi sert donc l'article 541 C.c.Q. relatif aux mères porteuses ?.....	413
13.3.1.1	Introduction	413
13.3.1.2	Les faits et le jugement de première instance en Cour du Québec.....	414

13.3.1.3 L'arrêt de la Cour d'appel	416
13.3.1.4 La rétribution ou l'avantage : la contrepartie versée à la mère porteuse	418
13.3.1.5 La portée de l'article 541 C.c.Q.	421
13.3.1.6 L'arrêt de la Cour d'appel	429
13.3.1.7 Conclusion	435
13.4 Les conjoints de fait et le consentement spécial	448
13.5 Qu'est-ce qu'un conjoint de fait ?	449
13.6 La forme et le contenu du consentement	460
13.7 Les effets du consentement	461
13.8 La cessation des effets et le consentement conditionnel	462
13.9 La rétractation du consentement	463
13.10 La demande de restitution de l'enfant	465
13.11 La procédure en restitution	471
13.12 L'intervention et le processus d'adoption	471
13.13 La déclaration d'admissibilité à l'adoption	472
13.14 La nomination d'un procureur à l'enfant	473
13.15 La déclaration d'admissibilité à l'adoption : la démarche	478
13.15.1 Le délai de six mois et l'abandon (art. 559, al. 2 C.c.Q.)	483
13.15.2 Le lien affectif ou d'attachement : une nécessité ?	489
13.15.2.1 L'adoption, les liens biologiques et la perspective de l'enfant	496

13.15.2.2 L'adoption de l'enfant majeur, le concept de domicile et le droit international privé québécois	497
13.15.3 Existe-t-il une improbabilité de reprise en charge ? Autrement dit, les parents ont-ils repoussé la présomption et peuvent-ils redresser la situation ?	525
13.15.3.1 Un projet et les acquis du parent	527
13.15.3.2 La probabilité de la reprise en charge	527
13.15.3.3 L'intérêt de l'enfant	536
13.15.4 L'intérêt de l'enfant nécessite-t-il une déclaration d'admissibilité à l'adoption ?	536
13.15.5 L'application des mesures de protection et de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> jusqu'à l'admissibilité de l'enfant à l'adoption	541
13.15.6 La déclaration d'admissibilité : la procédure	543
13.15.7 L'effet de l'article 91.1 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	545
13.15.7.1 Le concept de permanence	557
13.15.7.2 L'ordonnance qui « tend à »	569
13.15.7.3 La désignation de la ressource d'hébergement	570
13.15.8 L'admissibilité à l'adoption, la tutelle et l'autorité parentale	571
13.16 Les effets de la déclaration d'admissibilité	575
14.0 L'ORDONNANCE DE PLACEMENT POUR ADOPTION	579
14.1 La procédure pour l'ordonnance de placement	580
14.2 Les effets de l'ordonnance de placement	585
14.2.1 Le maintien des liens d'origine	589

14.2.1.1 L'intervention et la personne intéressée	597
14.2.2 Le maintien ou l'établissement de droits d'accès	604
14.2.3 Les droits d'accès de la famille d'origine, <i>la Loi sur la protection de la jeunesse</i> et le tribunal compétent	608
14.2.4 La rupture des parents et le processus d'adoption	609
14.2.5 La révocation de l'ordonnance de placement	613
14.2.6 La cessation du placement	614
15.0 LA DEMANDE EN ADOPTION	617
15.1 La procédure	618
15.2 Les effets du jugement en adoption : le lien de filiation et le nom	620
15.3 Les effets du jugement en adoption	627
15.4 La rétractation du jugement d'adoption et l'appel	628
15.5 La confidentialité des dossiers et les retrouvailles	631
15.5.1 La confidentialité	633
15.5.2 La connaissance des origines : le refus de communication et le refus de contacts	641
16.0 LA CONNAISSANCE DES ORIGINES : UN DROIT ABSOLU OU ABSOLUMENT UN DROIT ?	652
17.0 LA RECHERCHE DES ORIGINES	656
18.0 L'ADOPTION INTERNATIONALE (L'ADOPTION D'UN ENFANT DOMICILIÉ HORS QUÉBEC) ET LA CONVENTION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE	671
18.1 Qu'est-ce qu'une adoption internationale ?	673

18.2	L'adoption internationale et la <i>Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale</i>	679
18.3	L'adoption ouverte (qui permet le maintien des contacts et le transfert d'informations) ou simple (qui ne rompt pas le lien de filiation) et la <i>Convention</i>	684
18.4	L'adoption prononcée au Québec dans le cadre de la <i>Convention</i>	686
18.5	L'adoption judiciairement prononcée <u>au Québec</u> d'un enfant domicilié à l'étranger <u>hors</u> <i>Convention</i>	688
18.6	L'adoption d'un enfant <u>hors</u> <i>Convention</i> domicilié à l'étranger et <u>la reconnaissance du jugement</u> d'adoption prononcé à l'étranger	703
19.0	L'ADOPTION ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	721
20.0	DES RÉFORMES, VOUS DITES ?	725
DEUXIÈME PARTIE – LE NOM ET LE DOMICILE		727
1.0	LE NOM	727
1.1	L'attribution et le choix du nom par les parents	732
1.2	Le choix du nom et le désaccord des parents	762
1.3	Le changement de nom	763
1.3.1	Le changement du nom par la voie judiciaire	763
1.3.2	L'adoption	766
1.3.3	Le changement de filiation	767
1.3.4	L'abandon et la déchéance de l'autorité parentale	782
1.3.5	Le changement de sexe et la mention à l'acte de naissance	786
1.3.6	Le changement de nom par voie administrative	787

1.4	La révision des décisions du Directeur de l'état civil et le changement de nom.....	803
1.5	Le changement de sexe, les transgenres et le changement de nom	831
1.6	L'état civil et les actes de l'état civil.....	845
1.6.1	L'état civil	845
1.6.2	Les actes de l'état civil	845
1.6.2.1	L'acte de naissance	846
1.6.2.2	L'acte de mariage.....	847
1.6.2.3	L'acte d'union civile	847
1.6.2.4	L'acte de décès	848
1.7	Les effets du changement de nom	849
1.7.1	La modification à la suite d'une décision du tribunal	850
1.7.2	La modification à la suite d'une décision du Directeur de l'état civil	852
1.8	Dresser un acte de l'état civil <u>ou</u> insérer un acte de l'état civil.....	853
1.9	La rectification d'un acte de l'état civil	855
2.0	LE DOMICILE.....	855
TROISIÈME PARTIE – L'INTÉRÊT DE L'ENFANT, L'AUTORITÉ PARENTALE, LE CONSENTEMENT AUX SOINS ET LE RECOURS AUTONOME DE L'ENFANT ..		869
1.0	L'INTÉRÊT DE L'ENFANT : LE RESPECT DE SES DROITS.....	869
1.1	Le respect de ses droits et le droit à la protection.....	873
1.2	Les décisions concernant l'enfant et le critère de l'intérêt	873

1.2.1	L'article 33 : le concept de l'intérêt de l'enfant et la jurisprudence	874
1.2.2	La magistrature et l'intérêt de l'enfant.....	885
1.2.3	Le droit d'être entendu.....	887
1.3	Les modalités d'évaluation de l'intérêt de l'enfant	888
1.3.1	Le témoignage de l'enfant	891
1.3.2	La représentation de l'enfant par un avocat.....	892
2.0	L'AUTORITÉ PARENTALE.....	894
2.1	Les limitations à l'autorité parentale.....	896
2.2	L'autorité parentale : une définition	897
2.3	Les obligations des parents.....	920
2.3.1	L'étendue de l'autorité parentale	920
2.3.2	L'exercice de l'autorité parentale	924
2.3.3	Le « mandat parental » : l'article 603 C.c.Q.....	926
2.3.4	La délégation de l'autorité parentale : un caractère temporaire, vraiment ?.....	932
2.3.5	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102247</i> : une avancée quant au tiers gardien et à l'autorité parentale	956
2.3.6	La multiparentalié ou pluriparentalité : en sommes-nous si loin ?.....	970
2.3.7	L'impact de la rupture sur l'exercice de l'autorité parentale.....	980
2.3.8	Les droits du parent non gardien	982
2.3.9	L'article 602 C.c.Q. : le domicile de l'enfant mineur	985
2.4	Le partage des responsabilités parentales (le « parenting » plan)	987

2.5	Le droit de correction	988
2.6	Le tribunal et l'autorité parentale : le ménage à trois . .	1005
2.7	Le choix de l'école	1010
2.7.1	L'anglais ou le français	1016
2.7.2	L'école privée, l'école publique ou tout simplement le choix de l'école.	1038
	Tableau des variables à considérer dans le choix de l'école	1041
2.7.3	L'enseignement à la maison.	1152
2.7.4	L'exécution provisoire d'un jugement statuant sur le choix d'une école.	1160
2.8	Le choix de la religion	1163
2.9	L'autorisation de voyager hors du pays et l'obtention du passeport.	1214
3.0	LA DÉCHÉANCE TOTALE, LA DÉCHÉANCE PARTIELLE DE L'AUTORITÉ PARENTALE ET LE RETRAIT DES ATTRIBUTS	1263
3.1	Les principes	1263
3.1.1	La démarche procédurale et la provision pour frais.	1269
3.1.2	La déchéance requise par un parent pour lui-même	1276
3.2	La déchéance de l'autorité parentale : les principes et les effets	1284
3.2.1	Le motif grave.	1290
3.2.1.1	L'abandon	1299
3.2.1.2	La synthèse quant au motif grave	1322
3.2.2	L'emprisonnement, les infractions contre la personne et la déchéance	1350

3.2.3	La déchéance et l'aliénation parentale	1373
3.2.4	La déchéance d'autorité parentale et le paiement de la pension alimentaire.	1383
3.2.5	L'intérêt de l'enfant : le second critère	1386
3.2.6	Les effets de la déchéance	1401
3.2.7	La déchéance de l'autorité parentale et la probabilité d'une adoption	1402
3.3	La déchéance partielle, le retrait des attributs et la suspension de l'exercice de l'autorité parentale	1419
3.4	La filiation et la demande de déchéance de l'autorité parentale simultanée.	1445
3.5	La restitution de l'autorité parentale.	1448
3.6	Le changement de nom	1460
4.0	LE DROIT À L'INTÉGRITÉ, LE CONSENTEMENT AUX SOINS, L'ENFANT ET L'AUTORITÉ PARENTALE . . .	1468
4.1	La notion de soin	1474
4.1.1	L'ordonnance pour la tenue d'une expertise en matière familiale : la contrainte	1476
4.1.2	La thérapie et la demande d'expertise en matière familiale : la contrainte	1483
4.2	Le consentement aux soins	1501
4.3	Le consentement substitué et la consultation	1507
4.4	Les soins requis par l'état de santé	1510
4.5	Les soins non requis par l'état de santé.	1518
4.6	La procédure	1530
4.7	Le consentement à l'aliénation d'une partie de son corps ou à une expérimentation	1532
4.8	Les soins requis et la jurisprudence.	1532

4.9	Les coûts liés aux soins	1540
4.10	Le secret professionnel et le dossier médical de l'enfant.	1543
QUATRIÈME PARTIE – LA PAROLE DE L'ENFANT, L'ÉTHIQUE ET LA REPRÉSENTATION DE L'ENFANT		1547
INTRODUCTION		1547
1.0	LES DROITS DE L'ENFANT	1560
1.1	Le droit d'être entendu : le principe	1560
1.2	Le droit à la représentation	1563
2.0	HISTORIQUE RELATIF À LA CAPACITÉ JURIDIQUE ET À LA CAPACITÉ DE MANDATER DE L'ENFANT : LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU ET LA LÉGISLATION	1565
2.1	La capacité de mandater et d'intervenir selon la jurisprudence : les arrêts <i>Droit de la famille – 2224</i> et <i>Droit de la famille – 1549</i>	1566
2.2	La capacité du mineur et l'incapacité du Code civil : l'article 159, al. 2 C.c.Q. et l'exercice conjoint de l'autorité parentale	1575
3.0	L'AVOCAT ET L'ENFANT : LA NOMINATION ET L'INTERVENTION	1587
4.0	L'HISTORIQUE RELATIF À LA CAPACITÉ DE MANDATER DE L'ENFANT : LA JURISPRUDENCE	1593
4.1	La capacité de mandater	1593
4.2	Les types de mandats de représentation et l'arrêt <i>F. (M.)</i> <i>c. L. (J.)</i>	1596
4.3	Qui définit la nature du mandat	1605
4.4	La maturité : les principes	1605

4.5	La maturité : la jurisprudence	1609
4.6	La maturité et l'âge : la jurisprudence.....	1619
4.7	La représentation avec mandat conventionnel pour l'enfant mature	1636
4.8	Le désir de l'enfant mineur « mature » : une obligation de résultat pour tous?	1650
4.9	La représentation en vertu d'un mandat légal	1659
4.10	La jurisprudence post <i>F. (M.) c. L. (J.)</i>	1664
5.0	LA COMPÉTENCE DU PROCUREUR.....	1667
5.1	Recommander, ou ne pas recommander, telle est la question	1668
5.2	La remise en question du rôle du procureur	1670
6.0	DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'ÉTHIQUE.....	1677
6.1	Les obligations dans l'accomplissement du mandat ..	1677
6.2	La rencontre avec le client : l'entrevue	1691
6.3	La démarche.....	1698
6.4	L'enfant et le conflit de loyauté	1700
6.5	La rencontre avec les parents.....	1702
6.6	Le procureur à l'enfant et l'expert	1703
6.7	La présence et le témoignage de l'enfant à l'audience ..	1703
6.8	L'interrogatoire des parents à l'audience.....	1709
7.0	LA RENCONTRE ENTRE L'ENFANT ET LE JUGE ..	1710
8.0	LA PERCEPTION DES PARENTS ET DES ENFANTS QUANT À LA PARTICIPATION DE CE DERNIER AU PROCESSUS DÉCISIONNEL	1719
9.0	L'ENFANT ET LA MÉDIATION	1724

10.0	LE PAIEMENT DES HONORAIRE DU PROCUREUR À L'ENFANT	1725
	CONCLUSION	1732
CINQUIÈME PARTIE – LA TUTELLE AU MINEUR, LE TUTEUR <i>AD HOC</i> ET LA TUTELLE SUPPLÉTIVE		1735
1.0	LES PRINCIPES GÉNÉRAUX	1735
1.0.1	Un résumé : la tutelle légale, la tutelle dative et la tutelle supplétive	1742
1.0.2	La tutelle légale	1743
1.0.3	La tutelle dative	1747
1.0.4	L'autorité parentale et la tutelle : des distinctions	1750
1.0.5	La perte de la tutelle	1753
1.1	L'article 195 C.c.Q. : le transfert de la tutelle à des tiers	1754
1.1.1	La nomination du tuteur	1759
1.1.2	Les responsabilités du tuteur	1760
1.1.3	L'obligation alimentaire	1762
1.2	Le tuteur <i>ad hoc</i>	1769
1.3	L'émancipation	1773
1.3.1	La simple émancipation	1774
1.3.2	La pleine émancipation	1777
1.4	La capacité juridique de l'enfant mineur non émancipé	1786
1.5	De quels pouvoirs dispose-t-il ? L'enfant mineur qui est parent d'un enfant	1793
1.6	L'administration tutélaire	1794

1.6.1	<i>La Loi sur les Indiens</i>	1799
1.6.2	Le remplacement du tuteur	1799
1.6.3	La fin de la tutelle	1800
1.6.4	La fin de la charge du tuteur	1801
1.6.5	La Cour du Québec et la Cour supérieure : conflit de juridiction ?	1802
1.6.6	L'accès au dossier médical du pupille	1803
2.0	LA TUTELLE SUPPLÉTIVE	1804
3.0	LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</i> ET LA TUTELLE	1815
3.1	<i>La Loi sur la protection de la jeunesse</i>	1815
3.2	La tutelle et la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	1816
3.3	L'intervention des tiers à l'instance et l'article 37, al. 3 C.p.c.	1824
3.4	Les dispositions relatives à la tutelle et à l'autorité parentale en vertu de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et l'arrimage avec le Code civil	1829
3.5	L'autorité parentale et l'article 91n) L.p.j.	1841
3.5.1	La tutelle et l'autorité parentale	1841
3.5.2	Le retrait des attributs de l'autorité parentale	1842
	SIXIÈME PARTIE – LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</i>	1845
	INTRODUCTION	1845
1.0	LA COMPÉTENCE DE LA COUR DU QUÉBEC	1847
1.1	L'application de la L.p.j. et le rôle du tribunal : de certains principes	1854

1.2	Le désistement d'une déclaration de compromission et la confidentialité	1870
1.2.1	Le rôle du tribunal	1878
1.2.2	Les pouvoirs du juge quant aux mesures de protection	1881
1.3	Le retrait de certains attributs de l'autorité parentale	1882
1.4	L'intervention de l'État et l'autorité parentale	1884
1.5	La représentation des parents par des avocats dont les honoraires sont assumés par l'État	1886
1.6	L'identification des parties et sa diffusion : la confidentialité	1887
2.0	L'INTERVENTION DE TIERS AU LITIGE : LA PARTIE INTERVENANTE ET LA PARTIE INTÉRESSÉE	1891
2.1	Les grands-parents et la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	1908
2.2	L'implication des grands-parents dans le cadre de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	1915
2.3	L'article 91, al. 3 L.p.j. : les relations personnelles avec les grands-parents	1918
2.4	L'article 81 L.p.j. : l'intervention	1919
3.0	LE TÉMOIGNAGE DE L'ENFANT	1924
3.1	L'aptitude ou l'inaptitude à témoigner de l'enfant : l'article 85.1 L.p.j.	1925
3.2	La dispense de témoigner : l'article 85.2 L.p.j.	1926
3.3	L'obligation de corroboration et l'article 85.5 L.p.j.	1927
4.0	LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA TUTELLE (art. 70.1 et s. L.p.j.)	1928
4.1	Les principes	1928

4.2	Les articles 70.1 à 70.6 L.p.j.	1930
5.0	LA DISTINCTION ENTRE LA TUTELLE ET L'AUTORITÉ PARENTALE	1933
5.1	La distinction entre la tutelle et l'autorité parentale : la jurisprudence	1936
5.2	La tutelle de la L.p.j. et le consentement aux soins	1938
5.3	Le parent déchu de l'autorité parentale et la signification des procédures	1946
6.0	LA DÉTERMINATION DE CONTACTS PARENTS-ENFANTS	1947
7.0	L'APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC	1949
	ANNEXE	1951

TABLE DES MATIÈRES

1.	LA PROCÉDURE DANS LE LITIGE FAMILIAL	1
1.1	La procédure : généralités	1
1.2	La règle de la proportionnalité et la gestion de l'instance	7
1.3	Le rôle général du tribunal pendant l'instance	11
1.3.1	La conciliation et la réconciliation	12
1.3.2	La protection de l'intérêt des parties	12
1.4	Le huis clos, la mise sous scellés et l'anonymat des parties	13
1.4.1	La divulgation des états financiers et l'accès au dossier	26
1.5	La désignation des parties	27
1.6	La signification	27
1.7	La priorité entre deux procédures : la litispendance	30
1.8	Le délai de rigueur de 365 jours et d'autres questions de procédure	33
1.9	La demande de prolongation du délai de l'article 110.1 C.p.c.	34
1.10	L'émission du certificat d'état de cause et la production d'autres pièces	47
1.11	La demande reconventionnelle	49
1.12	Le désistement des procédures (art. 262 C.p.c.) et l'ajournement indéfini (<i>sine die</i>)	49

1.12.1	Les effets du désistement sur la déclaration d'un seul époux et sur la demande reconventionnelle	50
1.12.2	Les effets du désistement sur la déclaration conjointe	50
1.12.3	L'ajournement indéfini (<i>sine die</i>) et la cause rayée	51
1.13	Les mis en cause et l'intervention des tiers	57
1.14	Les moyens préliminaires	61
1.15	La requête en irrecevabilité	62
1.16	L'amendement	64
1.17	L'interrogatoire hors cour	65
1.18	Le patrimoine familial et le formulaire IV	70
1.19	La communication des pièces	72
1.20	Le <i>subpœna</i> et le mandat d'amener	74
1.21	L'audition et la représentation des enfants	74
1.22	La demande de remise	75
1.23	Le cautionnement pour frais en matière familiale	75
1.24	La scission d'instance	77
2.	LES MESURES PROVISOIRES ET L'ORDONNANCE DE SAUVEGARDE PENDANT L'INSTANCE	79
2.1	Les principes en matière d'émission d'une ordonnance de sauvegarde	79
2.2	Les mesures provisoires : généralités	86
2.3	La garde pendant l'instance	89
2.4	La pension alimentaire pendant l'instance	92
2.5	La modification de l'ordonnance au stade de la sauvegarde ou des mesures provisoires : le changement	99
2.6	L'usage de la résidence familiale	101

2.7	L'intervention de la Cour d'appel pendant l'instance, la permission d'appeler et la suspension de l'exécution provisoire.....	108
3.	LES MESURES CONSERVATOIRES	115
3.1	La déclaration de résidence familiale	115
3.1.1	La reconduction et l'extinction du droit d'habitation.....	120
3.1.2	La saisissabilité de la résidence familiale	121
3.1.3	La vente de la résidence familiale pendant l'instance	123
3.2	La saisie avant jugement.....	135
3.2.1	L'ordonnance Anton Piller	139
3.3	Le virage jurisprudentiel de l'arrêt <i>O.-M. (L.) c. L. (É.)</i> quant à la saisie en vertu de l'article 734.0.1 C.p.c.....	141
3.4	La dénonciation de la demande de séparation, de divorce ou de dissolution de l'union civile à l'officier de la publicité des droits (art. 813.4 C.p.c.) et la préinscription d'une demande en justice en vertu de l'article 2966 C.c.Q.	146
3.5	Les sûretés et la fiducie	148
3.5.1	L'hypothèque légale	149
3.5.2	La fiducie.....	152
4.	LA PROVISION POUR FRAIS	159
4.1	Les principes	159
4.1.1	L'objectif de la provision pour frais	160
4.1.2.	Le caractère alimentaire du recours	163
4.1.3	La provision pour frais et les frais d'expert	170
4.1.4	La provision pour frais : la guérilla judiciaire et l'attitude des parties.....	170
4.1.5	La provision pour frais en vertu de l'article 46 C.p.c. pour des motifs autres qu'alimentaires ou liés à l'intérêt de l'enfant ?	173

4.2	La provision pour frais : la synthèse	180
4.2.1	La provision pour frais et la faillite	190
4.2.2	La provision pour frais et l'admissibilité à l'aide juridique	191
4.2.3	La provision pour frais et la partie qui se représente elle-même	196
5.	L'EXÉCUTION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES	199
5.1	<i>L'habeas corpus</i>	199
5.2	L'outrage au tribunal	209
5.2.1	L'outrage au tribunal : l'objectif	209
5.2.2	L'outrage et le droit de la famille	212
5.2.3	Est-ce une ordonnance ?	216
5.2.4	Donner acte, homologuer, entériner, autoriser, etc.	222
5.3	L'outrage au tribunal : la procédure (art. 53 C.p.c.)	226
5.3.1	Le déroulement de l'enquête	230
5.3.2	La preuve de l'intimé	234
5.3.3	Les moyens de défense : la jurisprudence	235
5.3.4	Les principes en matière de sentence	239
5.3.5	L'outrage : l'effet de levier	248
6.	LA JURIDICTION TERRITORIALE ET LA JURIDICTION QUANT À LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES OU ACCESSOIRES	251
6.1	Les principes	251
6.2	La révision des ordonnances et la juridiction du tribunal	254
6.3	Le moment de la présentation du moyen déclinatoire en vertu de l'article 70.1 C.p.c.	269
6.4	Les districts judiciaires concurrents	270

7.	LES MESURES ACCESSOIRES À TITRE DE DEMANDES PRINCIPALES	273
8.	L'APPEL, LES MOYENS DE SE POURVOIR ET LA MODIFICATION DU JUGEMENT	275
8.1	La rectification de jugement	276
8.2	L'application de l'article 817 C.p.c.	278
8.3	La réouverture d'enquête (art. 463 C.p.c.)	282
8.4	L'appel : les généralités	285
8.4.1	La juridiction	286
8.4.2	Le cautionnement pour frais	287
8.4.2.1	Les principes	287
8.4.3	L'appel de plein droit des jugements finals	291
8.4.4	L'exécution provisoire et la suspension de l'exécution provisoire	293
8.4.5	L'exécution provisoire du jugement d'instance pendant l'appel	296
8.4.6	La suspension de l'exécution provisoire	297
8.4.7	L'appel sur permission des jugements finals	299
8.4.8	La scission d'instance et l'appel.	300
8.5	L'émission d'une ordonnance de sauvegarde et le juge seul.	301
8.6	La transcription des notes sténographiques et la preuve nouvelle	301
8.6.1	La transcription des notes sténographiques.	301
8.6.2	La preuve nouvelle	302
8.7	L'appel des jugements interlocutoires.	305
8.7.1	L'intervention de la Cour d'appel quant à un jugement interlocutoire	307
8.7.2	L'intervention de la Cour d'appel quant au jugement final.	309

9.	LES DÉPENS ET LA CONDAMNATION AU PAIEMENT DES HONORAIRES EXTRAJUDICIAIRES	315
9.1	Les dépens.....	315
9.2	La condamnation personnelle de l'avocat aux dépens	318
9.3	La condamnation au paiement des honoraires extrajudiciaires	323
10.	LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS.....	337
10.1	Les principes généraux.....	337
10.2	L'importance des conventions et le respect de la volonté des parties.....	339
10.3	La Cour suprême, le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions.....	343
10.3.1	Les conditions de validité de la convention	343
10.3.2	Le consentement libre et éclairé	347
10.3.3	La trilogie et l'annulation des conventions.....	349
10.3.4	Les effets de la trilogie : le caractère déraisonnable de la convention	350
10.3.5	La présence d'un procureur indépendant et compétent	353
10.3.6	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention	359
10.3.7	La révision des conventions et l'arrêt <i>Miglin</i>	362
10.3.8	La première étape du test de l'arrêt <i>Miglin</i>	364
10.3.9	La seconde étape du test de l'arrêt <i>Miglin</i>	373
10.3.10	La prévisibilité des changements et l'arrêt <i>Miglin</i>	374
10.3.11	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent, l'arrêt <i>Miglin</i> et l'arrêt <i>Rick c. Brandsema</i>	383
10.3.12	La fragilisation des conventions et la déontologie	391

10.4	Les documents rédigés en médiation	405
10.4.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.)....	407
10.4.2	Le résumé ou sommaire des ententes	407
10.4.3	Le projet d'accord	411
11.	L'ANNULATION DE LA CONVENTION ET LE VÉHICULE PROCÉDURAL APPROPRIÉ	413
11.1	La nature du recours	414
11.2	La convention : le retrait du consentement, la transaction, le désaveu, l'annulation et la prescription du recours	421
11.2.1	Le retrait du consentement	421
11.2.2	La transaction.....	423
11.2.3	La divisibilité de la convention	430
11.2.4	Le désaveu.....	433
12.	LES INTÉRÊTS ET L'INDEMNITÉ ADDITIONNELLE	437
13.	LA VENTE EN JUSTICE DE GRÉ À GRÉ D'UN IMMEUBLE	441
14.	LA PREUVE EN MATIÈRE FAMILIALE	451
14.1	La preuve par affidavit et la présence à la Cour	452
14.1.1	Le témoin expert et le dépôt de son rapport	453
14.1.2	L'article 294.1 C.p.c. : la déclaration écrite du témoin	454
14.1.3	La communication ou la dénonciation des pièces.....	459
14.2	La connaissance d'office	465
14.2.1	La connaissance judiciaire : la portée de l'article 2808 C.c.Q.....	465
14.2.2	La connaissance judiciaire : les faits spécialisés..	467
14.2.3	La connaissance judiciaire des faits sociaux : le rôle des experts.....	470

14.2.4	Le tribunal peut-il utiliser la littérature scientifique citée et explicitée dans un autre jugement sans avoir entendu l'expert ?	473
14.2.5	L'utilisation par le tribunal de son expérience personnelle	477
14.3	L'admissibilité en preuve des enregistrements audio ou vidéo	481
14.3.1	Le droit à la vie privée	498
14.3.2	Le journal intime et son dépôt en preuve	503
14.3.3	La mise en preuve des condamnations pénales . .	505
14.3.4	L'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels	506
14.4	La Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information	507
14.4.1	Les principes	507
14.4.2	L'admissibilité en preuve	510
14.4.3	La signature	514
15.	LE LITIGE FAMILIAL, LA DÉONTOLOGIE ET L'ÉTHIQUE	515
15.1	Le secret professionnel	516
15.1.1	Le propriétaire du secret professionnel	526
15.1.2	Le caractère confidentiel et la présence d'un tiers à l'entrevue	528
15.1.4	L'obligation du tribunal de prendre connaissance de l'information protégée	532
15.1.5	La renonciation au secret professionnel	533
15.2	La prise de connaissance, par inadvertance d'une information visée par le secret professionnel	534
15.2.1	Le droit d'être représenté par l'avocat de son choix	538

15.2.2	Les facteurs à considérer dans la décision de déclarer un procureur inhabile	538
15.3	La négociation, la médiation et la confidentialité	542
15.3.1	La confidentialité et le processus de médiation . .	543
15.3.2	La fin du processus	552
15.3.3	L'étendue de la confidentialité et le processus de médiation	553
15.3.3.1	Les principes quant à la communication dans le cadre d'une négociation	553
15.3.3.2	Une revue de la jurisprudence	559
15.4	Le secret professionnel et le dossier médical	562
15.5	L'immunité de divulgation et les honoraires	566
15.6	Les rapports confectionnés aux fins de la préparation du dossier en droit civil	570
15.7	Les conflits d'intérêts	581
15.7.1	Les principes	581
15.7.2	La représentation d'une partie poursuivant un ancien client	590
15.7.3	La notion de « connexité »	592
15.7.4	L'intérêt supérieur de la justice : indépendance et objectivité	599
15.7.5	La représentation simultanée de clients	604
15.7.6	Le conflit d'intérêts et la nécessité de l'existence d'un lien client-avocat	606
15.7.7	L'étendue du devoir de loyauté et le conflit d'intérêts	610
15.7.8	L'avocat témoin	615
15.7.9	L'avocat et la personne morale	619
15.7.10	L'expert, conflits d'intérêts et récusation	621
15.7.10.1	L'expert et les conflits d'intérêts	621

15.7.10.2	L'expert et sa récusation	624
16.	LA COMPÉTENCE ET LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE	629
16.1	Les principes généraux.	629
16.2	Les critères relatifs à la responsabilité civile de l'avocat. .	630
16.3	Le devoir de conseil	633
16.4	La faute entraînant la responsabilité professionnelle et la faute déontologique	650
16.5	La responsabilité professionnelle	652
16.5.1	L'avocat conseiller en placement.	657
16.5.2	La responsabilité professionnelle en matière familiale	658
16.5.3	La responsabilité de l'avocat à l'égard des tiers .	676
16.6	La prescription du recours	678
17.	LA JURIDICTION DE LA COUR DU QUÉBEC CHAMBRE CIVILE EN MATIÈRE FAMILIALE	683
18.	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LE DROIT DE LA FAMILLE	697
18.1	La détermination du domicile	697
18.2	L'application du droit interne québécois.	699
18.2.1	La garde et le droit international privé	704
18.2.2	La demande de changement de garde.	717
18.2.3	L'obligation alimentaire.	718
18.2.4	La séparation de corps	719
18.3	La <i>Loi sur le divorce</i>	720
18.3.1	La <i>Loi sur le divorce</i> et la garde	721
18.3.2	La compétence pour modifier la pension alimentaire et la <i>Loi sur le divorce</i>	723

18.3.2	La demande en deux temps de modification de la pension alimentaire.....	724
18.3.3	La reconnaissance des divorces et des jugements étrangers	726
18.4	Les exceptions aux règles générales de compétence	748
18.4.1	La litispendance	748
18.4.2	La compétence par lien suffisant.....	752
18.4.2.1	Article 3136 C.c.Q.....	753
18.4.2.2	Articles 3138 et 3140 C.c.Q.	762
18.4.3	La doctrine du forum non conveniens : le renvoi à un tribunal étranger	766
19.	L'ORDONNANCE EXTRATERRITORIALE	779
20.	LA PREUVE DU DROIT ÉTRANGER	781
21.	LES MODES ALTERNATIFS DE RÉSOLUTION DES CONFLITS	785
21.1	La médiation au Québec.....	785
21.1.1	La gratuité et l'universalité.....	785
21.1.2	La clientèle ciblée	786
21.1.3	La médiation sur ordonnance	786
21.1.4	L'ajournement des procédures.....	787
21.1.5	La protection des droits des parties	787
21.1.6	La médiation préalable : les principes	788
21.1.7	La séance d'information : le contenu (art. 814.6 C.p.c.)	789
21.1.8	Les exceptions à la médiation préalable (art. 814.10 C.p.c.)	790
21.1.9	La sanction du non-respect de la démarche (art. 814.12 C.p.c.)	790
21.1.10	Le processus de médiation (art. 814.7 et 814.8 C.p.c.).....	791

21.1.11	Les mesures de sauvegarde (art. 814.9 C.p.c.)	791
21.1.12	Le rapport de médiation : sa valeur (art. 814.13 C.p.c.)	791
21.1.13	Le contenu du rapport (art. 827.3.1 C.p.c.)	792
21.1.14	La confidentialité du processus (art. 815.3 C.p.c.)	793
21.1.15	La négociation et la médiation	794
21.1.16	Qui est médiateur ?	796
21.1.17	La liste des médiateurs	798
21.1.18	Les honoraires	798
21.1.19	Les séances	798
21.1.20	Le rôle de l'avocat dans le cadre de la médiation	798
21.1.21	L'enfant et la médiation	803
21.2	La conférence de règlement à l'amicable (art. 151.14 C.p.c.)	804
21.3	Le droit collaboratif	810
21.4	La rencontre clients et avocats	810
	TABLE DE LÉGISLATION	813
	TABLE DE JURISPRUDENCE	831
	INDEX ANALYTIQUE	911